

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois 3 fr. »
Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne
la Rédaction :
À Emile AUBIN

l'Administration :
À Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr. »
Six mois 4 fr. »
Trois mois 2 fr. »

LEÇON POUR L'AVENIR

Encore une fois, le martyrologe de la classe ouvrière a enregistré de nombreuses victimes tombées dans la lutte contre le minotaure capitaliste.

Dans un des États de l'Ouest de l'Amérique du Nord, au Colorado, bassin riche de mines bitumineuses, un conflit a éclaté entre les travailleurs et les détenteurs de cette richesse naturelle.

Les mineurs, mis en face de l'apré rapacité capitaliste, voulurent s'organiser, créer une force de résistance pour empêcher l'avidité de leurs maîtres. Ils tenaient à faire reconnaître leurs Unions comme étant une institution légale, un organisme nécessaire à leur défense corporative et comme un facteur de protection économique.

Les exploiters de cette population cosmopolite, venue du Vieux Continent pour gagner plus facilement pain et pitance, ne voulurent rien admettre ni rien savoir. Bien au contraire, ils cherchèrent à briser brutalement les moindres velléités de groupements. Voici ce que nous lisons dans la *Bataille Syndicaliste*, seul organe qui ait fait connaître tous les détails atroces du crime perpétré par les autorités politiques et d'exploitation au Colorado :

La grève des houillères bitumineuses du Colorado a éclaté le 23 septembre dernier. Les grévistes, pour la plupart Italiens, Slaves ou originaires des Balkans, réclamaient la reconnaissance de leur syndicat. Les compagnies n'ont voulu admettre à aucun prix cette reconnaissance, et leur dirigeant, John D. Rockefeller jeune, a été jusqu'à déclarer, devant la commission parlementaire des mines, qu'il préférerait volontiers perdre jusqu'au dernier sou de l'argent placé par lui dans le Colorado, plutôt que de permettre à ses employés de s'organiser.

Nile canaille ! « Perdre jusqu'à son dernier sou !... » Il déchanterait bien vite si la trombe populaire l'emportait dans son tournoir comme un fétu de paille. Un Rockefeller, ça pèse lourd dans le monde de la finance, de la spéculation et des trusts. En face de travailleurs conscients de leur valeur sociale, ce paquet d'or n'est qu'une chiffure, rien qu'un mouchoir d'un revers de main. Ça fait le redomont, le crâneur, parce que ça se sent protégé par toutes les forces de l'ordre aidées par des bandits, des soudards armés jusqu'aux dents. Poursuivons la lecture de la *B. S.* :

Pour résister aux demandes des travailleurs, fidèles à leur tactique traditionnelle, les trusts ont fait appel à des jeunes, à des briseurs de grèves, recrutés dans les bas-fonds des villes de l'Est, des apaches (qu'on leur a donnés), envoyés sur les champs de grève avec le titre de « gardes des mines ». Avec la complicité des autorités de l'État du Colorado et du gouverneur Aramons, ils sont allés jusqu'à les munir de mitrailleuses. Puis, ils les ont lancés contre les grévistes !

Complicité des gouvernants dans ce forfait monstrueux. Libéralisme républicain, régime aussi scélérat que l'autocratie la plus absolue. Se refusant à reconnaître, après ces exemples édifiants, que tout progrès politique disparaît quand le capital court quelques risques, est aux prises avec des difficultés créées par les spoliés.

Le gouvernement du Colorado n'a pas hésité à mettre à la disposition des trusts des moyens de répression, de rétablir l'ordre et d'étouffer les réclamations des administrés. Il n'a pas reculé de proclamer la loi martiale, le droit d'emprisonner arbitrairement et de tuer sommairement. Les milices d'État se sont ébranlées avec entrain pour fonder sur le peuple. Qu'en pense Jaurès et ses unifiés ? Lisons toujours le récit de ces lugubres événements :

Le 29 avril, à Ludlow encore, les tentes où les grévistes s'étaient abrités, leurs familles, après leur expulsion des in-

meubles de la Compagnie, ont été assaillis par les troupes et les gardes de mines, munis de mitrailleuses. Le campement fut incendié ; des femmes et des enfants innocents — quatorze au moins ! — ont péri dans une abominable boucherie.

Avons-nous raison, nous autres anarchistes, quand nous disons que le principe d'autorité est partout féroce, quand il s'agit de défendre les privilèges des riches ? Les jeunes républicains de l'Amérique savent tuer, savent égorger tout comme la plus féroce des monarchies. Le stock de réformes obtenues, les libertés relatives conquises par une lente évolution renforcée de révoltes intermittentes, tout est détruit, anéanti par le carnage. On retourne aux barbaries ancestrales, aux sauvageries des plus sanguinaires, quand les journaux ont peur et tremblent de se voir déposés.

Ce qui se passe au Colorado montre un réalisme brutal du principe de la force unie à la férocité. Si la tranquillité est rétablie, dans ces régions de civilisation récente, par le plomb, le fer et le feu ; si la bourgeoisie reste victorieuse à la suite de ces terribles combats, il n'en restera pas moins établi que la force brutale peut changer de côté et passer au service du peuple insurgé qui en fera usage logiquement en faisant faire en lui tout sentimentalisme.

Ah ! messieurs les ploutocrates, vous pensez que la répression suffira toujours comme leçon sanguinaire donnée aux foules pour les empêcher de leurs manifestations de révolte ? Détrompez-vous de cela, ne gardez pas cette illusion, car vous risqueriez d'avoir de bien cruelles déceptions dans les mouvements que nous réservons un avenir plus ou moins rapproché.

Ce qui nous incite à cette manière de concevoir les événements prochains, à discerner ce que seront ou ce que pourront être les batailles économiques qui se livreront, c'est justement ce qui s'est produit dans les combats épiques qui viennent d'avoir lieu dans l'Ouest américain. La narration suivante publiée par la *B. S.* nous édifie et nous fait espérer de grandes choses :

On ne trouvait pas de mots pour dépeindre la rage des grévistes et leur soif de vengeance. Pas besoin d'explications, de justifications ou d'excuses, n'est-ce pas ? La haine était légitime et la vengeance nécessaire !

Jusqu'à, les mineurs s'étaient tenus sur la défensive stricte. Ils n'avaient jamais attaqué, ils n'avaient fait que se défendre. Mais lorsque la nouvelle de ce forfait fut connue, la région se souleva toute entière. Les grévistes se lancèrent en avant. Aux cris de : « Vengez les femmes et les enfants de Ludlow ! », ils assaillirent les vilains, enfonçant les mines. Leurs colonnes occupèrent les points stratégiques. A la mine Empire, un haut fonctionnaire de la Compagnie, les ingénieurs, des jeunes, furent enfermés dans la mine en feu. D'autres exploitations furent incendiées. Des « gardes-mines » reçurent une définitive récompense. Ils pénétrèrent dans Trinidad, assiégèrent et désarmèrent des troupes de milice ; il sembla même qu'ils se soient emparés de mitrailleuses. Pendant douze heures, un combat fit rage dans la région d'Aguilar, où les défenseurs du capital sifflèrent des pertes sérieuses ; un autre, moins meurtrier, eut lieu dans la région des Montagnes Noires.

Eh ! bourgeois tortionnaires et jouisseurs cyniques, vous n'aurez pas l'audace de vous plaindre, de réprocher la colère légitime de vos victimes, puisque c'est vous qui avez montré le sauvage exemple du sang qui gèle et des chairs qui pantellent. Soyez assurés que vous aurez des étournelements, des surprises qui se changeront en terreur... Les défections gagneront vos troupes. Voyez ce qui s'est déjà produit :

Mais les grévistes, qui inflaient pour leurs familles et leurs loyers, recevaient à chaque instant des renforts. D'autre part, encouragés par le fait que leur famille jouir,

des miliciens se mutinaient. Les gens du gouvernement durent prendre peur, se rendant compte, semble-t-il, que les retranchements des grévistes étaient inexpugnables, car ce furent leurs chefs eux-mêmes qui offrirent au délégué Hawkins un armistice.

Vous avez bien lu, n'est-ce pas ? Vous avez certainement compris : ...des miliciens se mutinaient... Voilà une remarque qui en dit long et fait bien augurer de l'avenir.

Maintenant, après avoir reçu d'Amérique ces douloureuses nouvelles ; après avoir eu connaissance de ces tragiques faits, que devons-nous conclure et que devons-nous faire en France, et principalement à Paris ?

Nous croyons qu'il faut immédiatement organiser une sérieuse campagne de presse en faveur des malheureux qui sont incarcérés. Puis, prendre des mesures à seule fin de rompre le criminel silence observé par les grands journaux pour ne pas que le peuple connaisse ces faits odieux. De grands meetings peuvent créer l'atmosphère d'agitation qui est nécessaire. Il faut absolument affirmer notre solidarité avec les victimes pour empêcher que les bandits capitalistes n'aillent trop loin dans la répression.

Quand on apprend, il y a quelques années, l'assassinat de Ferrer, ce fut comme un frisson de réprobation qui se propagea dans le monde entier.

Les martyrs du Colorado, les enfants et les femmes morts dans les tortures des flammes de leur campement incendié, les mineurs mitraillés et noyés dans le sang : tout cela crie vengeance !

Allons ! camarades de la C. G. T., de la B. S. et de tous les groupements antiparlementaires et d'avant-garde. Alons ! tous les contempteurs des politiciens, tous les vrais révolutionnaires et tous les anarchistes, marchons ensemble dans la circonstance pour arracher nos frères, les mineurs du Colorado, des répressions qui les menacent.

Tous debout ! pour accomplir un geste de solidarité internationale.

Pierre MARTIN.



REUNIONS D'AUTREFOIS

En 1848, au Club des Indépendants, On demande au candidat député :

— Savez-vous nager ?
(Rires dans la salle.)

Il n'y a pas de quoi rire, répond froidement le questionneur. Nous sommes, en effet, décidés à les jeter tous dans la Seine.

Et cette réplique fit l'effet d'une douche.

AGREABLE PASSE-TEMPS

Soyez heureux, habitués du cinéma ; un grand film se prépare. Un film sensationnel qui vous fera frémir comme aux plus beaux jours de la capture des bandits traqués en 800 mètres inflammables.

Une grande maison d'édition new-yorkaise a offert au gouvernement américain d'acheter trois cuirassés de réserve pour simuler un grand combat naval au cours duquel deux vaisseaux doivent couler, percés d'obus.

Le cinéma a fait son prix : dix millions. Pourtant le ministre se fait tirer l'oreille. Il y a deux ans, la même maison d'édition a déjà « tourné » une catastrophe de chemin de fer dont on a gardé le meilleur souvenir. On avait acheté deux trains complets et on les avait lancés l'un vers l'autre, pour la

plus grande satisfaction des milliers de spectateurs qui s'écrasèrent dans les tribunes.

La catastrophe fut si bien simulée que les chaudières des locomotives firent explosion et qu'il y eut sept tués et cinquante blessés.

Il est certain que si le gouvernement américain donne son autorisation pour le combat naval projeté il y aura dix fois plus de victimes. Mais les cinémas feront cent fois plus de recettes.

UN POLITICIEN

L'unioniste Sabin sera-t-il réélu dans le Tarn. Il arrive mauvais troisième après deux radicaux, mais, malgré tout, il a conservé un peu d'espoir.

C'est un être curieux, ce Sabin. Lorsqu'il fut élu comme socialiste, il venait à peine de quitter le parti royaliste. Sa femme n'était pas très faite aux choses de la politique. Comme elle rendait visite à une amie, on en vint à parler des 15.000 francs qu'allait gagner le mari.

— Il n'en aura que 12.000, il est unifié, déclara la personne chez laquelle l'heureux couple était en visite.

— Et pourquoi ? demanda Mme Sabin.

— Le Parti retient 3.000 francs.

— Et les radicaux, eux, ont 15.000 francs ?

— Certes.

Pourquoi, Sabin, ne te fais-tu pas radical ? dit alors Mme Sabin, se tournant vers son mari.

Sabin n'avait peut-être pas mieux demandé, n'ayant jamais été très calé sur la solution à donner à la question sociale, mais il n'osa pas.

Ce sera peut-être pour une autre fois.

CANDIDATS FANTAISISTES

Un tas de candidatures fantaisistes ont surgi à l'occasion des élections.

En face de l'amiral Bienaimé, voici M. Rouxville qui veut réformer la magistrature en un tour de main. Et ce qu'il lui arrange, les magistrats. Si un anarchiste en disait la moitié autant...

M. Hersant, qui fut candidat à la présidence de la République est le candidat d'une « démocratie éduquée ».

M. Alfred Harmand, de Nancy, se proclame chef du parti républicain humanitaire unifié et candidat évolutionniste. Sa devise est : « Belle humeur, bon sens, optimisme » ; sa formule : « Il faut être gai ».

A Nantes, M. Piazzat, maréchal-fermant — ce qui lui permet de se parer du titre de Maréchal... de France — a une conception particulière de la question d'Orient ; il promet aux électeurs de résoudre le problème balkanique en... retirant les Echelles du Levant.

IL N'EST PAS VRAI...

Que l'Anarchie soit composée par des jaunes travaillant au-dessous du tarif syndical.

La composition et le tirage se font dans des associations ouvrières travaillant à ce tarif.

Nous avions été induits en erreur parce que les affiches des individualistes ne portaient pas le label, ce qui avait permis aux types de coller dessus des papillons indiquant que le travail avait été exécuté par des renégats.

Nous devons une réparation. C'est fait.

JUSTICE !

Des Echos Parisiens :

En correctionnelle, après avoir entendu prononcer une série de condamnations sévères, un inculpé, affolé, s'écrie en s'adressant au président Bongrand :

— A Combie je suis innocent, je vous supplie de m'accorder la loi de sur-

LA FOIRE ÉLECTORALE

Ces jours derniers, désireux d'échapper aux bruits assourdissants que produit déjà la parade électorale, à l'audition des propos qu'on entend autour des affiches, à l'encombrement des rues résultant de la présence simultanée des rois de France et d'Angleterre, enfin aux aménités ordinaires (et souvent extraordinaires) de la police, je parcourais un livre dont l'auteur est doué d'un réel talent. Je tombai sur cette réflexion judicieuse : « Il n'y a rien qui ressemble tant à un dindon qu'un autre dindon. »

Et je ne pus m'empêcher de traduire :

Il n'y a rien qui ressemble tant à un électeur qu'un autre électeur.

Ils s'invectivent réciproquement ; parfois ils se tuent. Leur passion ne connaît plus de bornes. L'un tient pour Guibollard, l'autre pour Tartempion.

Tartempion, cependant, et Guibollard se valent. Toute la question est de savoir lequel des deux marchands de men-songes palpera les 15.000 balles et les petits bénéfices accessoires. Mais, Peuplo souverain n'en sera pas moins, le lendemain comme la veille, molesté, volé, battu, et parfois assassiné.

Ces bateleurs, à grand bruit débitent leurs boniments, exhibent leurs programmes multicolores. C'est le même poison sous plusieurs étiquettes. Ils savent que, même sincères, ils seraient impuissants ; et ils poursuivent leur intérêt, rien que leur intérêt.

Il s'est formé, depuis assez longtemps déjà, une équipe de gaillards à l'appât sans limite, qui aspirent à vivre de la sorte, et largement, aux dépens de leurs contemporains. C'est là que se recrute le gouvernement du pays.

L'un d'eux, qui mourut, hélas ! prématurément, fut vraiment le tyran de l'espèce. Il évolua simplement dans les régions municipales ; mais si le destin funeste n'avait tranché le fil de cette belle existence, il eût pu devenir président de la République.

Il s'appelait Grébaud (Armand). Au mois d'août de l'année dernière, le *Cri de Paris* lui a consacré une éloquente oraison funèbre à laquelle il me sera permis de faire un emprunt rapide. Je m'en voudrais d'y changer une syllabe.

« Sous des dehors volontairement « grossiers et brutaux, il cachait une « grande finesse, un art très sûr de manier les hommes. De ces dons si rares, il aimait à proclamer qu'il faisait un profitable usage. »

« Lorsqu'on lui demandait ce que valait le mandat de conseiller municipal, il répondait :

« Trente mille francs pour un imbécile. »

« Et, un jour, à un dîner officiel, ses collègues eurent la douloureuse surprise de l'entendre déclarer à son voisin de table, un haut personnage « étranger, qui paraissait suffoqué de son cynisme :

« — Bon an, mal an, je me fais dans les 80 mille francs ; j'en mets 40 mille de côté, et j'emploie le reste avec les dames. »

« Bien entendu, nous sommes convaincus qu'il se calomnait. »

« Son dernier exploit fut de faire renvoyer à une prochaine session la discussion plutôt urgente du rapport de M. Dausset sur le gaz à l'eau. »

« Il prétendait que ce gaz n'éclairait pas assez. »

Voilà le portrait fidèle du candidat, du bonhomme qui cherche à chiper les suffrages des électeurs pour vivre grassement de leur servitude et de leur misère.

Voilà ce qui se pratique depuis 66 ans, et, depuis 44 ans, on appelle ce commerce « la République ».

L'expérience de 1870 n'a pas encore montré au peuple à quels abîmes on peut l'entraîner ainsi. Les souffrances, les déceptions, les désespérances ne lui ont pas prouvé qu'il n'est pas représenté, qu'il ne peut l'être, qu'il se donne volontairement des maîtres, qu'on le proclame souverain pour mieux le maintenir en esclavage et pour lui voler le produit de son travail.

« Ils se ruent à la servitude », disait Tacite, parlant de ses contemporains.

Nos libres citoyens français ne font pas autre chose quand ils vont en foule à l'urne électorale, passant ainsi d'eux-mêmes la tête dans le collier et se glorifiant d'accomplir un devoir.

A la niche, peuple souverain ! A la chaîne !

Et, demain peut-être, à l'abattoir !

C. A. LAISANT.

Cet article a été refusé par la *Bataille Syndicaliste*, à laquelle l'auteur l'avait remis quelques jours avant le 26 avril.

Appel pressant aux Anarchistes

Campagne antiparlementaire

Les groupes sont avisés que la deuxième affiche « Le Bilan de la Législature » et les tracts sont à leur disposition à l'Éclair, 8, rue Roussart (19) et que la distribution des tracts « Aux Électeurs » doit être intensifiée dans cette dernière semaine de période électorale.

D'autre part, les groupes sont priés de prendre leurs dispositions pour que dimanche prochain, jour du scrutin, ils puissent placer dans les sections de vote des camarades pour distribuer ces tracts, les candidats abstentionnistes ayant droit, au même titre que les autres, à des distributeurs. Ceci nous permettra de toucher ceux qui ne viennent pas aux réunions électorales.

En outre, nous rappelons, et lançons un appel énergique à ce sujet, que nous sommes actuellement en dette de 1.700 francs, que la caisse est vide et que les imprimeurs nous demandent journellement de l'argent. J'espère que les camarades ne me laisseront pas avoir des ennuis, ayant pris sur moi toute la responsabilité du crédit.

En conséquence, envoyez de suite les fonds afin de pouvoir faire face aux exigences.

ALBRET.

Trouvée, 51, rue Lhomond, Paris.

N.B. — Les camarades et groupes sont également priés de nous faire parvenir leurs impressions sur la portée qu'a pu avoir la campagne antiparlementaire dans leur milieu à seule fin que nous puissions donner, après la période électorale, toutes ces impressions dans le journal.

A l'œuvre

Ainsi donc le printemps va insulser une sève nouvelle à tous les êtres de la nature, la vie va se réveiller plus intense après l'engourdissement de l'hiver ; l'air sera plus vif et les oiseaux chanteront leur joie.

Echapperons-nous aux lois de la nature ; arrêterons-nous nos élan vers le beau ; resterons-nous dans l'engourdissement où nous croupons.

En vérité, camarades, il semble que nous n'ayons plus de force à l'heure où notre propagande devrait être la plus active.

Il est à souhaiter que le printemps nous donne aussi une vigueur nouvelle et que nous nous évadions de la torpeur de l'hiver.

Reprenons la lutte et partout, au chantier ou à l'usine, expliquons à nos amis et à nos camarades nos théories. Faisons leur épeler l'ABC anarchiste, disons leur notre idéal. Il n'est pas besoin de se perdre dans de hautes spéculations philosophiques ; soyons clairs, précis et ils nous écouteront.

A l'œuvre camarades.

J. R.

Pour le Syndicalisme

Dans le *Libertaire* du 25 avril, notre camarade Martin donne une impression pessimiste sur le Congrès de la Fédération Bâtiment qui s'est tenu à Paris durant la deuxième quinzaine d'avril.

Après avoir constaté le manque d'enthousiasme et d'idées des congressistes du Bâtiment et leur manie du bavardage, Martin écrit :

« Et vous, anarchistes, c'est de votre faute aussi ce qui arrive. Si vous étiez rentrés au syndicat... nous ne constaterions pas cet arrêt dans l'évolution de la classe laborieuse, ce piétinement sur place qui facilite si bien l'influence corruptrice de la *jamais*, la désespérance des opprimés. »

Martin a raison, mais il aurait pu ajouter qu'aussi trop souvent les anarchistes qui ne s'attendent pas à rêver ou à palabrer rencontrent d'énormes difficultés pour la propagande de leur syndicalisme.

Trop peu nombreux, agissant trop en enfants perdus, nous heurtant d'ailleurs à une ignorance et à une passivité imaginables — tristes résultats du réformisme — il nous est très difficile d'obtenir des résultats brillants, immédiats et tangibles de nos efforts pour amener nos compagnons de misère à la nette compréhension de la lutte à mener contre la bourgeoisie.

Il faut bien le dire aussi, trop d'intérêts de situations ou de vanité s'opposent, chez les « syndicalistes purs », à notre action éducative. Dominés par le préjugé des gros effectifs, ayant cessé d'avoir confiance dans la masse et le bon sens ouvriers, n'étant plus aussi révoltés par les tracasseries patronales, nombre de militants à dix francs par jour voient d'un mauvais œil la propagande que nous faisons pour habituer nos camarades à faire leurs affaires eux-mêmes, sans intermédiaires d'aucune sorte, et en se débarrassant des conciliateurs dans les conflits entre patrons et ouvriers.

Notre propagande de l'esprit de révolte est déconsidérée sous le nom d'insurrectionnalisme et, pour mieux nous combattre, on nous traite de désorganisés.

Les « antifonctionnaristes » veulent bien, dans la lutte de places qu'ils mènent contre de soi-disant militants indispensables, se servir des anarchistes, mais avec la volonté arrêtée de ne pas faire une propagande de principes. On s'en tient aux nécessités de l'heure présente, négligeant ainsi, comme ceux qui l'on critique, les intérêts moraux et généraux de la classe ouvrière.

Rarement ceux qui ont la prétention d'être partisans de l'action directe luttent contre le réformisme enfantin et le corporatisme égoïste qui, pourtant, menacent de faire du syndicalisme révolutionnaire un vague mutualisme trade-unioniste.

Tel militant qui prononce au Congrès du Bâtiment contre l'immovibilité des fonctionnaires syndicaux un discours retentissant ne protesta jamais contre une décision corporatiste de son syndicat réservant le meilleur travail au profit des syndiqués de cette organisation.

C'est ainsi que certains syndicalistes révolutionnaires comprennent la propagande. On ne propage pas des idées, on combat ou on fait « mousser » les individus.

On a été à Berlin. On est revenu enthousiasmé par le spectacle des organisations allemandes. Après avoir — au moment de sa jeunesse et de sa foi — cru à la force des minorités agissantes, on croit maintenant le contraire, à la puissance du nombre.

Et c'est ainsi que, comme les politiciens socialistes, on en arrive à avoir un programme minimum de réalisations immédiates pour attirer la clientèle ouvrière. Pour ne pas l'effrayer, on cause de moins en moins d'action révolutionnaire et l'on fait le moins possible de mouvements de solidarité.

Le syndicalisme ainsi compris en arrive au réformisme le plus pâle, au corporatisme le plus plat.

C'est à nous, anarchistes, de remonter le courant.

Il nous faut pousser à l'action la masse des syndiqués à demi-satisfait et les phraseurs qui l'endorment.

Chaque fois que cela est possible, nous devons combattre ce corporatisme mesquin dont on veut alourdir notre syndicalisme pour en faire une succursale du parti des Basly, des Briquet et des Jaurès. Comme souvent ce qui semble être l'intérêt particulier d'une corporation est contraire à l'intérêt général, nous n'avons, pour faire échec aux réformistes et à leur besogne d'émasculation révolutionnaire, qu'à défendre toujours les intérêts généraux du prolétariat.

Certes, nous le savons, à faire cette

propagande, à combattre les marchands de sommeil politiques et corporatistes, il y a peu de profits personnels à espérer, mais beaucoup de calamités à supporter, d'excommunications à subir.

Mais notre cause n'est-elle pas la plus juste et notre idéal le plus beau ?

Si nous voulons que la prochaine révolution soit faite dans le sens de nos idées de liberté, il nous faut les propager sans aucune compromission. Pour cela, quel meilleur endroit que le syndicat ouvrier ? Dans celui-ci, seuls des exploités sont admis. Par le seul fait qu'ils souffrent injustement du régime social actuel, les ouvriers ont tendance à être mécontents. C'est à nous, en préchant d'exemple, d'en faire des révoltés.

Inculquer aux travailleurs la haine des maîtres, démasquer les endormeurs politiques ou autres, corriger l'exploiteur, n'est-ce pas la besogne de l'anarchiste ? Eh bien ! on peut faire cela au syndicat.

Apprenons aux ouvriers à se passer de chefs, à agir par eux-mêmes, nous redonnerons de la force à nos organisations. En propagant cette forme de l'anarchisme ouvrier qu'est l'action directe, nous augmenterons davantage la force revendicatrice du syndicalisme plus que tous les phraseurs qui discoursent dans les congrès.

A l'œuvre donc, anarchistes !

Pour abattre les chefs et développer le syndicalisme ouvrier, ne négligeons aucun effort, employons tous les moyens. Et souvenons-nous que la Révolution expropriatrice sera la résultante de l'action syndicale telle que nous la concevons.

Aug. LEGRAS.

Les affiches se suivent...

Où l'on voit les candidats, après s'être engouffrés copieusement pendant un mois, s'entendre comme larons en foire pour faire marcher le bétail électoral.

Il y a quinze jours, j'ai relaté aux lecteurs du *Libertaire* quelques incidents survenus à Tréigny-les-Dindons au cours de la campagne électorale.

Désireux de compléter mon instruction civique — j'avoue humblement que j'en ai besoin — je suis retourné dans ce charmant pays. Je ne veux pas faire un nouveau compte rendu de réunions ; qu'il me suffise de dire que toutes ressemblent à celle dont j'ai parlé il y a quinze jours.

Désespérant d'apprendre quelque chose dans les meetings, à cause des hurlements des électeurs et des invectives des candidats, je résolus de lire toutes les affiches afin de me renseigner sur les différents programmes.

Pour l'édification de nos camarades, je donne ici *in extenso* le texte de deux placards du citoyen Bourre-Lecrane, candidat radical unifié. Je suis certain qu'en présence des déclarations invariables de ce politicien, nos camarades, comprenant enfin qu'il est faux de dire que les candidats changent d'opinion, auront tous à cœur de remplir dimanche prochain leur devoir de citoyen.

AUX ELECTEURS !

Nous faisons un dernier appel aux citoyens Tréigny-Dindonnais. Tous, nous en avons la certitude voteront comme un seul homme pour le candidat de la République une et indivisible.

Je m'abstiens de parler du réac G. d'Empeigne ; vous l'avez jugé à sa juste valeur et pas une voix ne s'élèvera sur le nom de ce descendant des Chouans.

Le citoyen Monteleu prétend qu'il est le candidat de tous les républicains. C'est un abominable mensonge.

Les électeurs feront justice de ce misérable qui rêve le désarmement de la France, qui veut nous soumettre au joug détesté des Prussiens. En face de son ignoble drapeau rouge, vous brandirez le drapeau tricolore.

Vous refuserez vos voix au traître, au vendu qui fait dans notre circonscription si patriotique le jeu de Guillaume II.

Le citoyen Monteleu est le complice des saboteurs, des sans-patrie, des anarchistes. Voter pour lui, c'est voter pour Bonnot ! Si vous voulez voir la France meurtrie, vos maisons brûlées, vos femmes violées. Si vous voulez revoir les pétroleuses de la Commune, si vous voulez entendre les bombes de Ravachol, votez pour lui !

Mais si vous en avez assez des énergumènes, des bandits, des voleurs, de ceux qui veulent vous prendre vos maisons et l'argent de vos portemonnaies, votez pour moi. A bas les voleurs et les traîtres !

Vive la République !

Vu le candidat : BOURRE-LECRANE.

AUX ELECTEURS !

Je remercie les 606 électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages. Fidèles à la discipline républicaine, je me retire de la lutte et vous demande de voter au deuxième tour pour le citoyen Monteleu, seul candidat républicain.

En lui accordant vos voix, vous ferez œuvre d'honnêtes gens, de bons républicains et de bons Français.

BOURRE-LECRANE.

Ayant terminé la lecture de ces deux affiches, j'ai failli devenir fou. Que signifiait tout cela ? Comment, Monteleu traité de crapule au premier tour de scrutin, était-il devenu subitement un honnête homme ?

J'ai repris mon train, désespérant de ne jamais comprendre un mot à la politique.

EMILE AUBIN.

Hier ! Aujourd'hui ! Demain !

A Floss Aldrige.

Tis Springtime ! C'est le Printemps !

Oui, c'est le Renouveau, et c'est la joie dans les cœurs. Etres et choses saillent gaiement le retour du dieu Printemps. La Nature s'est faite belle — les ardens baisers de Phébus l'ont fécondée. Dans les arbres verdoyants, hier encore hideusement dépouillés de leur feuillage, les oiseaux chantent joyeusement tout en construisant le « home » fragile et délicat où s'élèveront les petits de demain. Ils sont heureux, les charmants lutins ailés, rien ne manque à leur bonheur ; ils possèdent tout ce qui rend la vie belle : Amour et Liberté. L'aubépine fleurit embaumant les discrets sentiers que suivront le soir de jeunes couples amoureux enlacés, tandis que là-haut, dans le ciel, Séléné se promènera au milieu d'une auréole de diamants, et que ses rayons pâles glisseront doucement sur les choses, les estompant d'une ombre indéfinie et légère — comme les rêves de bonheur.

C'est le Printemps, c'est le Renouveau, et c'est la joie dans les cœurs. Ah ! que la Vie serait belle... si les hommes savaient vouloir.

Hier !... Hier, c'était le massacre.

Eh, oui, le premier mai, ce jour de fête où la Nature sourit, où tout semble aspirer à l'unique joie de vivre, ce jour-là entendait crépiter la fusillade. Le premier mai est un jour rouge qui doit figurer en lettres rouges dans l'histoire du prolétariat. Et c'est pourquoi il ne peut être un jour de fête, mais un jour de bataille.

Hier !... Hier, ce fut Chicago, La Martinique, Chalons, Fourmies, Terre-Noire, et combien d'autres qui ne peuvent être rappelés... Ils sont trop. Des travailleurs étonnés, désarmés, pacifiques, fléchissaient le droit de vivre en travaillant ; ils réclamaient une petite part du superflu des riches, et les riches ré-

pondirent par le massacre. Ces cadavres là n'ont pas encore été vengés. La tache rouge, la tache sanglante couleur d'églantine, souille toujours le premier mai. Quand donc Hier aura-t-il sa revanche ? Quand donc les morts — nos morts — seront-ils vengés ?

Aujourd'hui !... Aujourd'hui, c'est la souffrance.

Eh, oui, le premier mai, ce jour où dans la Nature, tout est gaieté et sourires, où tout semble voguer vers le bonheur de vivre, ce jour-là est souffrance. Le premier mai est un jour de souffrance dont les pages pourraient s'écrire avec les larmes brûlantes des mères et des petits. Et c'est pourquoi il ne peut être un jour de joie, mais un jour de combat.

Aujourd'hui !... Aujourd'hui, c'est la misère grandissante, l'insécurité du travail, l'angoisse du lendemain, l'esclavage moderne mille fois plus pénible que le servage de l'antique île, les privations de toute sorte, et combien d'autres souffrances qui pourraient être énumérées. Mais partout aujourd'hui, les travailleurs s'organisent, s'éduquent et luttent. Chaque premier mai, depuis le massacre de Chicago, voit l'armée du Travail défilant dans les artères des grandes cités du monde. Ce sont les régiments de la Misère en marche vers Demain. Dans les yeux brillent et la Haine et l'Espoir ; Haine d'une société où tout n'est que souffrance ; Espoir d'un monde où tout sera bonheur.

Demain !... Demain, ce sera la joie.

Eh, oui, le premier mai de demain sera un jour de fête et de joie... si les travailleurs le veulent. Demain ne connaîtra plus ni la misère, ni la souffrance. Demain tout sera sourire et bonheur. Les humains libérés et réconciliés fêteront le retour du dieu Printemps au milieu des chants d'allégresse. Le Travail sera glorifié, car il sera libre. Les voix cristallines des petits s'uniront aux voix argentines des oiseaux dans un même cantique d'amour. Les mères échangeront de doux projets d'avenir en se penchant sur le berceau des derniers-nés ; et les pères discuteront fraternellement de l'embellissement des cités. Les vieillards aux cheveux blancs raconteront aux jeunes hommes attentifs les souffrances et les luites du Passé, pendant que les jeunes filles rieuses les couronneront de fleurs et de feuillage...

O premier mai des moissons rouges, premier mai du Demain Libre, premier mai après lequel mon âme de foi et de lutte aspire, quand seras-tu ?...

Léon TORTON.

Londres, 4^e Mai 1914

Le Proletariat de Constantinople aux Proletaires de l'Internationale

Camarades,

Encore une fois, à l'occasion de la date historique, où se rencontrent les voix protestataires des exploités du monde, nous venons, nous aussi, joindre notre voix aux vôtres pour protester contre la société capitaliste, contre l'exploitation du travail, contre l'oppression des travailleurs, contre la grande iniquité sociale.

Conscients de nos intérêts de classe et de la tâche qui pèse sur chacun de nous, nous vous confirmons fraternellement, notre pleine solidarité pour l'œuvre d'élaboration de la grande révolution sociale, la seule capable de mettre fin au régime de la misère et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tendant aujourd'hui vers vous, nous, nous, nous crions avec vous : « A bas la bourgeoisie, vive la Révolution sociale, vive l'Internationale ».

Camarades,

Par cette même occasion nous croyons bon de vous faire savoir par quelques lignes, la situation créée dans tout l'Orient, par la guerre dont les conséquences ont rendu désespérée sinon insupportable, la vie de toute notre classe travaillante.

La guerre dite balkanique que nous n'avons malheureusement pas pu empêcher, a eu des conséquences dont le lourd retentissement pèsera pour longtemps sur notre classe travaillante de l'Orient et retardera le réveil à peine commencé du peuple et des prolétaires.

Cette guerre a rendu orphelines des milliers et des milliers de familles ouvrières de ville et de campagne qui crévent aujourd'hui de faim.

Cette guerre a rendu invalides des milliers de travailleurs les abandonnant à la merci de la société cruelle.

Cette guerre a détruit des villes et villages et a installé la misère et la faim sur tout le peuple.

Cette guerre a ranimé la haine et le fanatisme entre les nations de l'Orient

et a renforcé l'esprit chauviniste au profit des dirigeants et des financiers.

Cette guerre a épuisé l'argent du Trésor de l'Etat, argent que celui-ci rembourse maintenant sur nous, ses esclaves.

Cette guerre nous a apporté une pleine tyrannie politique, jamais connue.

Les rues de nos villes abondent de vieillards, de femmes et d'enfants sans asile et sans pain. Des caravanes d'émigrés expropriés de tous leurs biens pendant la guerre, par les envahisseurs de Roumélie, se réfugient chez nous, s'installant en Asie-Mineure et en Thrace et, dans cette dernière, la haine fanatique et religieuse aidant, des incidents sont provoqués qui ont pour conséquence la contre émigration forcée de la population indigène.

Le gouvernement fait régner sur le peuple abattu la pire des tyrannies, sous l'étiquette toujours constitutionnelle : état de siège continu ; mesures draconniennes contre les organisations, les réunions, la presse ; boycottage au profit des financiers et aux dépens de la population qu'ils trompent par les fables du réveil économique national ; conclusion de gros emprunts qui viennent augmenter la dette publique du pays déjà si grande et insupportable et qui seront la cause de la vente du pays et du peuple aux financiers internationaux.

Ne pouvant manifester publiquement le premier mai 1914, nous protestons contre ce régime arbitraire et comme vous, nous crions encore une fois : « A bas la bourgeoisie ! Vive la liberté ! Vive la Révolution sociale ! »

P.-S. — Cher camarade secrétaire, considérant les moments critiques que nous traversons sous le régime le plus oppresseur et afin d'échapper aux coups des plus forts, d'aujourd'hui, nous vous prions, en faisant insérer notre manifestation, de ne pas faire mention de notre organisation, ni du nom de notre secrétaire.

Saluts révolutionnaires.

Le secrétaire :

Banditisme d'Outre-Mer

Les persécutions féroces contre nos amis ne sont plus des faits isolés, se produisant dans tel ou tel pays éloigné, resté en dehors du cycle de la civilisation moderne. Non, toute une avalanche des pires cruautés et de l'arbitraire le plus éhonté menace en ce moment d'emporter tout ce que le travail patient et persévérant de plusieurs générations et d'une multitude de martyrs et de lutteurs désintéressés avaient édifié au cours des siècles. Depuis que notre comité fonctionne, les cas nécessitant notre intervention, se sont multipliés d'une façon effroyable. Ce n'est plus seulement contre le gouvernement barbare de l'Argentine et de Cuba, contre la détention de Masetti en Italie, les victimes de Culera et du Rio-Tinto en Espagne que nous avons à élever nos véhémentes protestations. Chaque jour nous apporte la nouvelle de quelque nouveau forfait.

Dans son numéro du 31 janvier dernier, le *Libertaire* a déjà signalé le cas de plusieurs camarades mexicains, menacés d'exécution capitale. Tout en sachant combien il est difficile de déclencher ici en France une vigoureuse campagne de protestation contre des faits qui se sont passés dans des pays lointains, cette affaire est d'une gravité tellement poignante, que nous sommes décidés à faire tout notre possible pour arracher les travailleurs français à leur indifférence. Protester contre les faits quand ils sont accomplis, quand l'irréparable est fait, cela ne suffit pas. Déjà plusieurs fois la mort a été plus vite que l'action prolétarienne. Les martyrs de Chicago, Ferrer, Kotoku et ses compagnons sont tombés parce que les gestes qui auraient pu les sauver, n'ont pas été esquissés ou parce que la colère et la douleur du peuple révolutionnaire se sont manifestées trop tard. Si nous étions des hommes conscients, si la solidarité et la fraternité étaient vraiment les liens si solides comme nous aimons à l'affirmer, il ne faudrait pas des appels répétés pour que chacun prenne immédiatement son poste de combat, que chacun sente le besoin irrésistible de se jeter dans la lutte et de contribuer par son action personnelle, jointe à celle de tous les autres à arracher la proie à ces immenses chacals.

Le 11 septembre dernier, un groupe de révolutionnaires, bien armé et équipé, voulait se rendre à la frontière mexicaine en passant par l'Etat de Texas, pour s'y joindre à ceux qui luttent pour l'affranchissement du peuple mexicain. Encore sur le territoire des Etats-Unis, ils furent surpris par une embuscade, perdant le bon camarade libertaire Silvestre Lomas qui tomba tué par une balle ennemie. Les révolutionnaires au cours de cet engagement réussirent à capturer deux de leurs agresseurs, un nommé Buck et le lieutenant Ortiz.

Continuant leur marche vers la frontière ils se trouvaient le lendemain 12 septembre en face d'un nouveau groupe ennemi. Celui-ci étant assez important, nos camarades eurent un arrangement avec les troupes, cherchant à éviter une effusion inutile de sang. Le prisonnier Buck fut rendu à la liberté et les révolutionnaires autorisés de continuer leur marche vers le Rio Grande (fleuve formant la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique), sans être inquiétés.

S'approchant déjà au lieu de destination, le matin 11 septembre ils furent attaqués par une force supérieure de soldats américains, gardes ruraux, etc. Un combat s'engagea, pendant lequel le libertaire Juan Rincon fut tué, les camarades Cisneros et L. Vasquez blessés, et Rangel, Alzalde, Perales, Mendoza et quelques autres fait prisonniers.

José Guerra, qui avait dirigé la colonne le 11 septembre, exécuta alors l'officier américain Ortiz, qui avait été fait prisonnier le premier jour. Cette exécution devait servir de prétexte au gouvernement hypocrite des Etats-Unis pour frapper impitoyablement nos amis. Tous les prisonniers furent accusés d'être les auteurs du meurtre d'Ortiz.

Déjà quelques condamnations ont été prononcées contre Serrato à 25 ans de travaux forcés, Lino Gonzalez à 6 ans, Jesus Gonzalez à 99 ans (!) et Leonardo Vasquez à 15 ans de bagne. Rangel, Alzalde et les autres n'ont pas encore été jugés, si on peu appeler jugement une pareille comédie où toute l'accusation se base sur les témoignages suspects du mercenaire Buck, mais étant donné la haine que leur agitation révolutionnaire a suscitée depuis de longues années chez les capitalistes yankees, nous devons nous attendre au pire dénouement de cette tragédie, à moins que la réprobation universelle fasse réfléchir ceux qui s'apprêtent à rayer nos camarades des rangs des vivants. Régénération, le journal anarchiste de Los An-

geles, porte-voix de la révolution mexicaine, et auquel les camarades en question ont longtemps collaboré, jusqu'à ce que leurs convictions profondes les appellent sur le champ de bataille, publie appel sur appel en faveur de ses amis qui sont aussi les nôtres. Son cri d'alarme sera-t-il entendu ?

En face de l'indifférence de l'immense majorité des travailleurs qu'aucun enthousiasme ne saura surmonter, la protestation isolée et sans sanctions effectives de notre comité restera insuffisante. Si nos appels lors de la constitution de notre groupe avaient été entendus, si dans toutes les villes et villages de France et des autres pays européens où il y a des éléments avancés, des groupes au but identique s'étaient formés, si tous avaient bien compris le danger d'une réaction universelle et sans merci qui nous menace, alors il aurait été facile de créer un de ces puissants courants d'opinion contre lesquels les plans sanguinaires des tyrans se brisent pitoyablement. Qu'attendez-vous, camarades, pour vous mettre à la besogne ?

Comité Anarchiste International contre les répressions.

Les Romans du "Matin"

EXPLOITS DE BOY-SCOUTS

Le *Matin* de mardi relate la terrible bataille livrée par les « Eclaireurs de France » à une « bande d'apaches ».

Si nous en croyons le journal du boulevard Poissonnière, le combat fut presque aussi terrible que celui livré à peu près au même endroit en 1870. « Dimanche soir, dit en substance le *Matin*, les Eclaireurs de France revenaient du Bourget, lorsqu'ils furent assaillis par une troupe d'ennemis qui lancèrent une grêle de pierres. Hélas ! les Eclaireurs, les clairons boy-scouts n'étaient la charge, tandis que les futurs soldats, formés en colonnes d'attaque, se ruèrent sur les adversaires, le bâton ferré en avant. Douze bâtons et six clairons furent brisés, et après une lutte épiquée, les Eclaireurs ballèrent en retraite à en se dissimulant derrière les arbres naturels, comme à la guerre, sous le feu de l'ennemi qui tirait des coups de revolver sans interruption. »

Sur le champ de bataille, on ramassa, parait-il, une douzaine de casquettes, trois vestons, deux revolvers et, horreur ! un morceau d'oreille !

Signeurs ! Jésus ! Est-il possible qu'aux portes de Paris, on livre encore des combats comme pendant l'Armée terrible. Et les « Eclaireurs » ! quels braves petits gars ! Avec des galibards comme cela, les Allemands n'ont qu'à bien se tenir.

Désireux d'obtenir des renseignements sur ce combat mémorable afin de pouvoir écrire une belle page en l'honneur de l'armée française, je me suis rendu sur les lieux et voici ce que j'ai appris :

La terrible troupe d'apaches se composait de sept camarades qui revenaient de se promener dans la banlieue. Quant aux boy-scouts, ils étaient une bonne soixantaine. Ajoutons que personne ne possédait de revolver et que les témoins n'ont trouvé sur le sol ni vestons, ni oreille, et l'on aura une idée de la façon dont le *Matin* écrit l'histoire.

Voyez-vous ces braves petits Eclaireurs se formant en colonne d'attaque, puis ballant en retraite « comme à la guerre » après une défense héroïque contre sept manifestants sans armes.

Nous comprenons qu'après un tel exploit, ils soient allés au *Matin* raconter l'héroïque bataille. Et le journal de Bureau-Vanilla, heureux de faire un peu de réclame à ces jeunes enfants qui, dès l'âge de 12 ans, commencent à apprendre à jouer aux chiens savants et à s'exercer à assassiner congruement les gens, relate immédiatement l'histoire charentonnaise que nous avons résumé brièvement.

Pendant des semaines, les boy-scouts parleront de leur fait d'armes.

Cela nous prépare une jolie collection de Tartarins !

N.B. — Une bonne récompense est offerte à celui qui nous rapportera l'oreille trouvée sur le champ de bataille. S'adresser au quartier général des « apaches ».

Ce que pense Edison

Le grand inventeur américain s'exprime dernièrement de la façon suivante : « Que nous sommes ignorants ! Nous ne savons pas ce qu'est la pesanteur, nous ignorons la nature de la chaleur, de la lumière et de l'électricité, bien que nous les manions un peu. Nous ne sommes que des animaux. Nous sortons à peine de l'état du chien, et nous jetons un coup d'œil sur ce qui nous environne. »

Nous ne savons pas. Tout juste si nous soupçonnons quelques choses, et il faudra une énorme évolution de notre cerveau pour arriver à un résultat véritable. Notre coutume de nous tuer les uns les autres à la guerre est une preuve que nous sommes encore des animaux. La constitution de notre société est hideuse. »

Crimes Passionnels

Madame Debieuse qui avait tué son mari parce qu'il la trompait vient d'être acquittée par le jury de la Seine.

Le mari était un vilain Monsieur, il vivait de la prostitution de sa femme ; c'était surtout à cette circonstance que l'acquiescement est dû.

D'ordinaire la justice a en cette matière deux poids et deux mesures suivant que c'est le mari qui tue la femme ou la femme qui tue le mari.

Ce que l'on ne sait peut-être pas, c'est que le code civil lui-même, s'il n'approuve pas tout à fait, du moins excuse, la meurtre de l'épouse adultère par son mari qui la surprend en flagrant délit. On trouve au vingtième siècle encore dans la loi le droit de vie et de mort du mari sur la femme, vestige de la plus lointaine barbarie !

Je ne crois pas qu'il se trouverait beaucoup de juristes, même parmi les plus réactionnaires, pour soutenir le bien-fondé d'un pareil droit ; néanmoins l'article du code en question est loin d'avoir perdu tout pouvoir ; aussi, alors que l'époux meurtrier est on peut dire certain de l'acquiescement, l'épouse meurtrière est souvent condamnée à quelques années de prison.

Dans l'un comme dans l'autre sexe, la crime passionnel est une absurdité en même temps qu'une horreur.

L'amour trahi est certes un grand malheur. Je me souviens toujours du spectacle que m'a donné un jour une jeune femme que son ami avait abandonnée après huit ans de vie commune. Elle appelait la mort, elle se roulait sur son lit comme si elle eût été en proie à la plus violente des douleurs physiques. Elle se serait certainement suicidée si on ne l'avait pas surveillée.

Mais le malheur que nous cause un être aimé vous donne-t-il, si grand soit-il, un droit sur sa vie ? Certainement non.

Tout le mal en cette question vient de l'idée de propriété que l'on introduit dans l'amour.

L'homme, alors même qu'il est cultivé, pense que la femme qui s'est, suivant l'expression courante (expression odieuse à mon avis) donnée à lui lui appartient dans sa chair ; épouse ou maîtresse elle est sa chose et ne saurait sans crime penser à un autre homme.

Quelle situation épouvantable que celle de la compagne d'un homme jaloux. Elle doit lui rendre compte de ses moindres sorties. Où est-elle allée ? Combien as-tu mis de temps pour faire telle course ? Il faut tout l'avilissement ordinaire des mentalités féminines pour supporter pareille situation.

Parfois c'est au contraire la femme qui est jalouse ; mais le cas est moins fréquent, car l'opinion traditionnelle admet encore que le mari est le maître de la femme et que si l'épouse ou la maîtresse appartient à son compagnon, l'époux et l'amant eux-mêmes demeurent libres.

On donne, à mon avis, beaucoup trop d'importance au geste sexuel.

Lorsque la civilisation aura progressé il en aura bien moins. Preuve d'amour de deux êtres de sexe différent,

il ne confèrera de droits ni à l'homme sur la femme, ni à la femme sur l'homme.

Je vois très bien même des ménages où tout en restant bien unis, l'homme comme la femme se permettraient de temps à autre des fantaisies.

Cela existe d'ailleurs dès aujourd'hui, mais les fantaisies ne sont admises que du côté mâle.

J'ai des passades, disent les hommes, mais cela ne m'empêche pas d'aimer ma femme. Pour ma femme et pour mes maîtresses mes sentiments sont différents. Celles-ci éveillent en moi des désirs passagers. Ma femme, elle, a mon amour et aussi mon amitié.

J'approuve tout à fait ces idées, seulement il ne peut y avoir de justice que si on les admet pour les deux sexes.

L'acte sexuel n'engage à rien ; voilà le principe directeur de l'amour futur. Mais pour qu'il puisse être appliqué il faut que cet acte ne lèse pas la femme.

Quelle ignominie que la conception de la virginité comme un capital !

Emancipée économiquement dans la société, la femme ne concevra plus l'amour, en mariage ou en union libre comme une situation ; simple effet d'une attirance fugace ou durable ; il ne la diminuera en rien et après comme avant elle continuera de s'appartenir exclusivement.

Les peines d'amour échantées par les poètes disparaîtront-elles ?

Il faudrait pour le croire connaître mal le cœur humain. Très souvent il arrivera que l'un aime encore alors que l'autre n'aime plus. Celui qui aime encore souffrira, certes, mais lorsqu'on aura enlevé de la sexualité l'orgueil, la vanité, l'instinct de propriété, la volonté de puissance, rares seront ceux qui vengeront à coups de revolver leurs déboires d'amour.

D. MADELEINE-PELLETIER.

EN PROVINCE

DANS LE SUD-EST

Décidément dans notre contrée, les socialistes ne reçoivent pas trop un bon accueil. Dans Vaulx, à Cavillon, Sorgues, Cheval-Blanc et j'en passe, l'ignoble Pourquy de Boissier a été conçu, huc par les travailleurs en colère. Mis à mal au premier tour, le gredin sera battu au second. Le radicalisme ne peut pas gagner. Bravo les amis ! continuez votre besogne, mais ce n'est pas contre un seul charlatan qu'il faut s'acharner, c'est contre tous.

Dans une partie des Bouches-du-Rhône, la lutte est vive. Dans l'arrondissement ou l'arrondissement de la commune de Sixte-Quenin, une nuée de candidats ligistes sont tombés sur le pays comme une pluie de sauterelles. Radicaux et patriotes ont été partout leur sale ordure et débite à l'imbécillité électeur les hommes les plus mensongers.

La pacifique procession du premier mai a été aussi défilée ici bonnement comme le cortège a été pour les bourgeois. Y compris la grande distraction, le « clou » de la journée. Quelques-uns ont accueilli la manifestation avec le sourire innocent et main on te demandait de marcher contre une Bastille moderne quelconque, tu devais y marcher aussi couragement, aussi violemment que tu manifestais gentiment le 1^{er} mai.

Les défenseurs de la pourriture bourgeoise vont triompher, mais non sans peine, car, dans beaucoup de localités, un nombre imposant de jeunes camarades ont même les défenseurs du capital et des bourgeois. Notre propagande révolutionnaire commence à porter ses fruits : les jeunes cerveaux réfléchissent et deviendront des futurs révoltés. Demain, tous les Vendéens provençaux, tous les défenseurs de l'ordre bourgeois trouveront à qui parler.

LE GAILLAR

Cette année, comme tous les ans, nos camarades du Gaillar ont fêté le 1^{er} mai. Après la réunion, suivant en cela l'usage, assez répandu en province, les jeunes gens, garçons et filles, décidèrent de terminer la journée par des danses.

En général, tout va pour le mieux quand on laisse les gens agir à leur guise et que l'autorité ne fourne pas son nez dans ce qui ne regarde que les intéressés. C'est l'avis de tous les gens sages, mais non du maire socialiste du Gaillar. Ce vilain bougre eût la prétention de réglementer la danse et il exigea que la jeunesse dansât sur la place publique, bien que celle-ci ne fut nullement disposée pour cela.

Aussi, jeunes gens et jeunes filles protestèrent et refusèrent de danser. Le maire, en criant plus fort ensuite, la permission de danser dans les halles publiques.

Peur de Mossieu le Maire. « Je vais me venger », maugréa ce digne élu. Et il défendit immédiatement de jouer de la musique dans toutes les salles de danse de la commune.

Il existe encore des gens qui préconisent la conquête des pouvoirs publics et qui paient avec attendrissement de la société qu'ils ont promis d'émanciper.

Zut pour cette société-là, car l'attitude grotesque de notre unité d'élu nous donne un avant-goût de ce qui se passerait si les socialistes arrivaient au pouvoir.

S. et M.

LYON

Au Syndicat de I.O. T. L.

Je croyais, jusqu'ici, qu'un syndicat avait pour mission d'obtenir, pour ses adhérents, des améliorations matérielles et morales. Ce n'est pas l'avis des dirigeants de l'I.O. T. L., car, depuis des années, ils se bornent à discuter sur des chimeres n'apportant aux adhérents aucun avantage.

Ainsi, pour les deux jours de fêtes de Pâques, ils ont demandé aux syndiqués de se rendre au travail en tenue civile. Croyant que j'avais le droit de garder tout le temps le costume qui me plaisait, j'ai voulu recommencer le lendemain à m'habiller à ma guise ; hélas ! j'ai été aussitôt réprimandé à l'ordre et au respect des décisions syndicales.

Les travailleurs n'ont-ils donc pas d'autres revendications à formuler et devons-nous nous contenter de faire, à propos d'une chimerie administrative, un geste platonique de la main en temps ?

Des questions sérieuses sont en souffrance et il serait utile de nous en occuper. L'exposition qui va s'ouvrir dans quelques jours est une excellente occasion pour obliger les dirigeants de la Compagnie à nous rappeler enfin des améliorations. Or, le Syndicat ne bouge pas et il ne paraît pas que les « manitous » ouvriers aient l'intention d'organiser un mouvement, dans ces conditions, nous sommes en droit de leur demander ce qu'ils font au Syndicat et quelle est l'utilité de celui-ci.

Répondez, messieurs, vous qui voulez toujours avoir raison !

Glaude Journet.

Le Premier Mai

La pacifique procession du premier mai a été aussi défilée ici bonnement comme le cortège a été pour les bourgeois. Y compris la grande distraction, le « clou » de la journée. Quelques-uns ont accueilli la manifestation avec le sourire innocent et main on te demandait de marcher contre une Bastille moderne quelconque, tu devais y marcher aussi couragement, aussi violemment que tu manifestais gentiment le 1^{er} mai.

Elle, toi, populo, qui formait la foule de « camarades », as-tu compris ce que l'on voulait de toi ? As-tu compris que l'on voulait on te demandait de marcher contre une Bastille moderne quelconque, tu devais y marcher aussi couragement, aussi violemment que tu manifestais gentiment le 1^{er} mai.

As-tu bien compris, populo, qu'on ne t'avait pas seulement demandé d'assister à un exercice qui, commencé par un défilé, devait se continuer par des palabres, en vase clos, pour se terminer — hé ! hé ! — par le spectacle d'un défilé ?

Chaque jour qui s'écoule fait ta chaîne plus lourde, mais lorsqu'une iniquité plus grossière vient s'ajouter à tes maux, qu'attends-tu un mot d'ordre pour manifester ton mécontentement et ta haine ?

Qu'attends-tu un ordre, toi qui prétends n'en pas recevoir ?

Camarades manifestants du premier mai, dans quelques jours, le « Boef » va être débarrassé ; je parie que les trois quarts de ton effectif va lui bâiller sous le mufle !

A. Narchot.

COMITE ANARCHISTE INTERNATIONAL CONTRE LES REPRESSIONS

On torture ! On assassine !

Une vague de réaction internationale passe en ce moment sur le monde, menaçant d'annuler les libertés obtenues au prix d'énormes sacrifices.

En Argentine les lois sévères déciment les rangs des travailleurs. Antill et Barro ont été emprisonnés pour délits de presse. Les expulsions et les déportations sont à l'ordre du jour.

A Cuba, Eduardo Vazquez, pour un fait de légitime défense, a été condamné à 40 ans de prison.

Les Etats-Unis s'apprêtent à exécuter plusieurs révolutionnaires mexicains, qui, ayant voulu se rendre au pays des Aztèques, et attaqués par des troupes américaines, s'étaient défendus, causant la mort d'un officier.

L'Espagne, pays traditionnel de la torture, lisse moiré des centaines de travailleurs dans d'immenses cachots, sujets aux traitements inhumains de leurs geôliers.

En Italie, le gouvernement s'obstine à garder l'herétique Masetti dans une maison de force. Partout parler de la Russie, est autre de barbarie et de despotisme, où d'innombrables révolutionnaires subissent en Sibirie un épouvantable martyre ?

Et ici, en France, n'y a-t-il pas des hommes en prison, uniquement pour avoir dit leur pensée ?

Le cercle des pays où l'on a encore le droit d'opinion se rétrécit de jour en jour. La barbarie avance à pas de géant, des mesures répressives sont élaborées internationalement par la police et tous les gouvernements sont unis pour étouffer l'esprit révolutionnaire.

Il est temps qu'un immense cri de protestation s'élève en France.

A la répression internationale des journaux, opposons la solidarité des travailleurs !

Classe ouvrière, qui as su arracher autrefois les tortures de Montfaucon à nos frères, nous appelons à l'ordre et à la discipline. Bientôt, l'œuvre de Biribi, l'école de la dévotion, sera notre appel en assistant en masse au

GRAND MEETING DE PROTESTATION

qui aura lieu le lundi 11 mai, à 8 h. 30 du soir, à la Maison Commune du III^e, 49, rue de Bretagne.

Orateurs : Yvetot, Pierre Martin, Pierrot, Jacquemin, Thuillier, Krouchinsky.

Prix d'entrée : 0 fr. 30.

Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapoteau, 5, rue du Château-d'Eau.

Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

Joseph Penhert, agitateur de valeur et écrivain habile. Le gouvernement comptait qu'il fallait employer d'autres armes pour anéantir le mouvement naissant. Son plan était de canaliser les revendications ouvrières sur le terrain légal, et il espérait y réussir en faisant frissonner les deux fractions, les modérés et les débris du parti radical en un seul parti, dit « du milieu », dans lequel on espérait étouffer la minorité révolutionnaire, et user ses forces dans la lutte contre la majorité modérée. Du côté des modérés, cette idée fut acceptée avec empressement, aides de quelques transfuges du parti radical, ayant gardés une certaine popularité. Un défilé des hommes de confiance des deux fractions eut lieu vers le milieu de l'année 1886 à laquelle assistait pour la première fois le docteur Victor Adler. Celui-ci mit tout en œuvre pour créer le nouveau parti. Après avoir été meneur pangermaniste, l'envie le prit de se voir chef d'armée social-démocrate à la Bebel et Liebknecht.

Sa fortune personnelle lui permettait des fantaisies dans ce genre. Après avoir gagné pour ses projets quelques modérés, il fonda un organe, « l'ouvrier », qui parut le 11 décembre 1886 sous le titre *Gleichheit* (Égalité), contenant les principes politiques du programme social-démocrate. L'organisation ouverte comme parti politique, lutte pour la liberté politique, la liberté de parole, etc.

Sachant qu'il ne pouvait réussir qu'à la condition de rendre son journal intéressant et vivant, il se mit en rapport avec les éléments les plus capables de la social-démocratie, qui lui fournissaient, pour être bien payés, des rapports sur le mouvement international bien écrits.

Les radicaux se voyaient dans l'impossibilité de créer de leur côté un journal semblable. Leur situation empirique changea sous l'influence de Adler et ses amis gagnaient constamment du terrain. Tout en se rendant compte de la politique d'escamotage de ces individus, les quelques radicaux sincères qui luttaient en outre, se voyaient obligés de les suivre sur leur terrain en portant la contradiction dans les réunions politiques organisées. Mais des événements surgirent qui devaient avoir des effets désastreux pour les révolutionnaires.

A Vienne il existait quelques groupes préconisant presque exclusivement la propagande par le fait. Sans tenir compte des circonstances ils concevaient le plan

Ames de Bandits

Par un beau matin d'avril, dans son cabinet tout ensablé, M^r Martinet, notaire à Mehun, dépouillait son courrier.

Déjà il avait pris connaissance de plusieurs correspondances concernant des affaires en cours, lorsque son attention fut attirée par une enveloppe dont l'adresse était ainsi conçue : « Martinet, notaire à Mehun ». Froissé dans son anneau-propre, par la façon quelque peu vulgaire dont on usait vis-à-vis de sa haute compétence, d'un geste nerveux il déchira l'enveloppe.

Aussitôt, des lettres premières lignes de souscription parcourues, son attitude colorée fit place à une indignation, puis à une frousse... non dissimulée, je vous l'assure. Avec lui, lisons la lettre et voyons quel peut bien être son contenu, pour ébranler pareillement la nature d'ordinaire si calme de notre bon bourgeois.

« Monsieur Martinet, nous vous avisons que vous aurez à nous déposer, samedi soir avant 11 heures, la somme de 5.000 francs, derrière la statue de Jeanne-d'Arc, place du Château ; sinon, nous nous verrons dans l'obligation de vous supprimer. » Signé : La bande noire.

Maintenant, amis lecteurs, vous devinez sans peine la cause d'inquiétude de notre tabellion. La première lettre passée, ne doutons pas un seul instant que l'on en voulait à sa bourse et à sa vie, ne supposant nullement que cette lettre pouvait être l'œuvre d'un mauvais plaisant, ne voyant de salut que dans les représentants de la loi, après mûres réflexions, il décida d'avertir la police.

Samedi soir, donc, toutes les forces policières résidant à Mehun, cinq pandores, avec un brigadier, munis du nouveau casque, deux gardes champêtres, un commissaire de police, d'autres à l'ombre de la vieille église, d'autres dans la cour du presbytère, se mirent en embuscade. Par avance, bien en vue, pour tenter l'aventure, sur le socle de pierre de la statue de la Pucelle avait été placé un sac rempli de ferraille, pouvant laisser supposer que le dépôt d'argent avait été fait.

Depuis de longs quarts d'heure, dame police était à l'affût, désespérant et, comme sœur Anne, ne voyant rien venir. Anxieux, nos policiers levaient l'oreille, lorsqu'un bruit de pas vint les faire tressaillir. Nul doute, ils tenaient leur proie ; les audacieux bandits de la bande noire venaient se faire prendre à leur propre piège.

Ils étaient prêts à s'élancer (les policiers), lorsque, jurez de leur désappointement, ils distinguèrent deux formes, qui n'avaient pas du tout l'apparence des bandits tant attendus. C'étaient deux amoureux, qui passèrent, se bécotaient avec passion, insouciant du drame, ou de la comédie se déroulant autour d'eux et qui s'en allèrent se perdre dans l'ombre des vieilles tours, proches de l'église, pour accomplir je ne sais quel mystère.

Déçus, on les serait à moins, nos pandores, gardes champêtres et commissaires rongèrent leur frein, attendant toujours l'apparition d'un messie... non, pardon, des bandits. Enfin, les deux amoureux couronnèrent de succès. En effet, du coin de la rue débouchaient deux ombres mystérieuses.

Ah !... cette fois-ci, il n'y avait pas à se tromper, c'étaient eux.

Deux gamins de quinze ans, après avoir lu *Zigomar* et peut-être *Balao*, héros de romans si chers aux lecteurs du *Matin*, avaient cru bon d'essayer l'application d'un de leurs bons trucs et naïvement, enthousiasmés par ces récits romanesques, ils pensaient pouvoir s'amuser et, qui sait... réussir.

Ah ! je vous l'assure, ce ne fut pas long ; sitôt qu'ils eurent approchés la

statue de Jehanne, ils furent appréhendés par les représentants de l'autorité, quelque peu confus, tout de même, d'avoir affaire à de si piètres malfaiteurs.

Mais où l'histoire devait se corser, ce fut lorsque l'on sut l'identité de nos deux gosses, qui ne s'étaient plus guère devant de si graves conséquences.

Depuis quelques mois, ils faisaient partie d'un groupement d'avant-garde et lorsque dans la ville l'on sut leur odyssée, la langue et l'imagination des commères aidant, l'on ne vit là rien moins que la formation d'une nouvelle bande tragique et la répétition de ses méfaits.

Pour le moment, l'histoire en est là : le notaire, d'autant plus féroce qu'il eût une frousse intense, maintint sa plainte et n'est pas disposé à la retirer, même après les pleurs et les supplications des parents.

D'autre part, dame Justice est enchanée d'avoir une si bonne affaire à se mettre sous la dent. Nous nous des mandons si la lâcheté et la férocité de ces gens-là ira jusqu'au bout et si, pour une pauvre pécunielle, entassée dans ces jeunes cerveaux par les réels malfaiteurs d'une presse pourrie, l'on broiera de gaieté de cœur l'avenir et la vie de ces jeunes gars.

Et Le Meillourd ?

Nous avons appris dans quelles conditions notre camarade Le Meillourd a été poursuivi, condamné après avoir été aux trois quarts assommé.

Nous savons que ces incidents, ou plutôt ces accidents, provoqués par des policiers sévères et accomplis par des policiers sauvages, ont été amenés par l'agitation électorale, à la suite de l'attitude courageusement antiparlementaire de nos amis. Ils étaient deux poursuivis... le coaccusé de Le Meillourd s'en tire avec le sursis pour trois mois de prison. Mais Le Meillourd, qui a écoupé de quatre mois, n'a pas eu de sursis ; on a appuyé sur notre militant, étant le candidat pour la forme, le dévoué copain qui ne prête pas seulement son nom, mais aussi son audace de lutteur.

On va même plus loin dans la répression : Le Meillourd, condamné pour des faits d'un caractère essentiellement politique, est maintenu au régime de droit commun. Qu'est-ce que c'est que cette façon d'appliquer une peine plus dure à un homme du peuple, pour les mêmes délits commis par la canaille royale ou autres poursuivis pour des questions d'idée, d'opinion ?

Bien que ce travailleur ne soit ni journaliste, ni pérorateur, il n'en relève pas moins du régime politique, et c'est à ce régime qu'il doit accomplir sa peine.

Nous n'irons certainement pas dans les antichambres des maîtres pour solliciter leurs faveurs, mais nous avons tout d'abord, ne pouvant faire autre chose ; nous nous adressons à l'opinion pour qu'on nous entende et qu'on proteste avec nous. Le Meillourd doit être mis au régime politique comme les autres.

Nous prions les camarades dont l'abonnement est expiré de bien vouloir nous faire parvenir le montant du rachat, afin de nous éviter les frais de recouvrement par la poste.

docteur Adler et d'éviter de cette manière toute poursuite, ou d'être exposés aux persécutions les plus impitoyables.

Le 2 octobre 1886, le docteur Villach, le journal radical *Die Arbeit*, rédigé par Villach et Rissman. Mais déjà après la parution de trois numéros, dont deux avaient été confisqués, il fut interdit. Transféré à Linz, il ne réussit même pas à paraître, car avant le tirage la composition fut détruite sur ordre du procureur général. On essaya de le faire paraître à Vienne, mais après son cinquième numéro il fut supprimé.

Le 6 octobre de la même année les ouvriers boulangers lançaient un organe corporatif à tendances anarchistes, sous la rédaction de Kiecl, *Die Backer-Zeitung*. Mais Kiecl qui jouissait d'une grande confiance au sein du parti radical et qui inspirait des inquiétudes au gouvernement, fut arrêté avec plusieurs camarades sous prétexte de haute trahison et gardé pendant 5 mois en prison préventive. En étant au parti par ces procédés ses plus proches défenseurs, on espérait l'affaiblir et l'émouvoir, tout en fortifiant d'une manière indirecte le parti dit « de milieu ».

A une interpellation du député Krenawetter à la Chambre, concernant les mesures à prendre contre Kiecl, le préfet de police répondit que Kiecl « considérant que son agitation ne témoignait pas d'une conception calme, devait être éloigné de son champ d'action ». Expulsé de la Basse-Autriche, et ne pouvant plus se tenir en Autriche à cause des poursuites continuelles, il était obligé de s'expatrier. La route était maintenant presque déblayée, Adler et consorts triomphaient. Tel un général et habile stratège, Adler envoyait partout les rendants au travail. Les anciens hommes de confiance du parti radical, gagnés à la cause du docteur Adler par des arguments irrésistibles furent délégués en province. Dans toutes les villes un peu importantes, des meetings furent organisés, ayant pour but de gagner la masse au nouveau parti. Rien n'était fidèle à ses opinions, essayait de remonter le courant, mais en vain. La voix de cet homme isolé se perdit dans le tumulte et bientôt le parti Adleriste n'avait plus de difficultés à surmonter, d'autant plus que le gouvernement gardait envers lui une attitude de neutralité et de bienveillance.

APPENZELLER.

(A suivre.)

Pages d'histoire socialiste

Le Mouvement ouvrier autrichien (1867-1894)

par AUGUSTE KRCAL

(Traduit de l'Allemand et résumé par E. Appenzeller.)

(Suite)

Le 15 décembre 1883, Ferdinand Schaffhauser fit une conférence à Florisdorf, sur « Le prolétariat antique et moderne ». Comme délégué gouvernemental y assista le policier Hubert. A la sortie, Schaffhauser l'accompagna un bout de chemin, mais juste au moment où il le quitta, Hubert fut abattu par un coup de fusil. Schaffhauser et un autre membre du parti radical Onda furent arrêtés sous l'inculpation d'assassinat. Le procès qui eut lieu le 28 avril 1884, démontra l'innocence d'Onda, mais Schaffhauser fut condamné à deux ans de prison pour complicité. L'auteur de l'attentat, selon les recherches de la police, était un jeune révolutionnaire de 22 ans, Anton Kammerer, homme doué d'une énergie extraordinaire. Lorsque la police eut la confirmation de ses soupçons, elle fit les préparatifs nécessaires pour l'arrêter. Cela ne devait pas être chose bien facile. Ayant appris que Kammerer se trouvait chaque après midi, entre 3 heures et 4 heures dans certain café à Vienne, trois détectives se postèrent devant la porte de l'établissement. Kammerer, qui paraissait flairer le danger qui le menaçait, en sortant du café, fongea avec des coups de poings vigoureux sur les policiers en les faisant rouler par terre. Ensuite, tirant son revolver de la poche, il fit feu, blessant légèrement un des détectives, après quoi il essaya de s'enfuir. Les policiers, la première surprise passée, se relevèrent et se mirent à la poursuite de l'anarchiste, aidés par des passants qui trouvaient goût à cette chasse à l'homme. Un sergent de ville qui venait d'arrêter le fugitif, reçut un coup de revolver dans la tête et s'effondra. Enfin Kammerer put être rejoint à la foule, ignoble et lâche comme toujours, l'entoura et le jeta par

terre. Alors commença une nouvelle lutte désespérée. Kammerer qui possédait une force herculéenne, se défendait comme un lion. Il se débattait comme un forcené, distilla autour de lui des coups de poings et des coups de revolver, et pendant qu'un agent, agenouillé sur sa poitrine, essayait de le ligoter, il réussit encore à décharger son arme, blessant grièvement l'agent à la cuisse. Dix fois il essaya à se relever, mais chaque fois la foule avide de vengeance, le rejetait par terre. Même lorsqu'il fut ligoté des pieds et des mains à l'aide d'épaisses cordes, il cherchait encore à se libérer.

Étant déserteur, il fut jugé par un conseil de guerre et condamné à mort. On l'exécuta aussi d'un autre assassinat, commis avec *Stellmacher* sur la personne de l'agent de change Elser, mais la preuve n'en a jamais pu être faite.

Le 10 janvier 1884, Elser et ses deux enfants furent trouvés assassinés. Les auteurs avaient emporté de l'argent et des titres d'une valeur approximative de 4.000 florins.

Les titres qui pour être vendus avaient été envoyés à Pest, amenèrent l'arrestation de plusieurs révolutionnaires connus, *Friedl*, *Schäpfer* et *Prager*. Leur procès se termina par la condamnation de tous à des peines de plusieurs années de prison pour complicité.

Quinze jours plus tard, le coup de fusil de *Hermann Hellmayer* abattit l'agent secret Bloch. L'arrestation de Hellmayer était également précédée d'une lutte désespérée. Malgré ses dénégations énergiques, la meurtre d'Elser et de ses enfants lui fut imputé. Hellmayer, comme Kammerer, fut condamné à mort et pendu.

Ces actes de terrorisme donnaient le prétexte de proclamer l'état d'exception sur Vienne et ses faubourgs, sorte d'état de siège qui autorisait la police d'interdire les journaux, d'expulser toute personne suspecte, de dissoudre les sociétés et les réunions. Malgré les confiscations et toutes sortes de harcèlements, le journal prospérait et put vivre jusqu'en avril 1886, date à laquelle entra en vigueur une nouvelle loi sur la presse qui rendait tout effort sur ce terrain dorénavant impossible.

Malgré tout, en 1886, le mouvement révolutionnaire commençait à reprendre un peu. A la place du terrorisme, dont les effets avaient été si désastreux pour le mouvement se développait maintenant l'anarchisme idéaliste. Cette renaissance du mouvement était en grande partie due à

de vengeance, allait jusqu'aux limites les plus extrêmes, supprimant les seuls journaux révolutionnaires qui avaient résisté dans cette tourmente. *Zukunft*, le seul journal dissolvant les sociétés qui n'étaient pas à son gré et poursuivant ainsi les tendances socialistes par tous les moyens qui étaient dans son pouvoir.

Il serait absolument impossible de mentionner à cette place tous les procès, toutes les condamnations dont furent l'objet les révolutionnaires autrichiens. Les procès de *Liszt*, dissolvant les sociétés qui se propageaient eurent lieu à Vienne, Prague, Graz, Klagenfurt, Nuremberg, Olmutz, Bruck, Trebitzsch, A. Pollen, Leoben, etc., et partout les militants récoltaient de longues années de prison, souvent 10 ou 15 ans.

Pour hâter les faits, nous ne pouvons que quelques transfuges du parti radical, ayant gardés une certaine popularité. Un défilé des hommes de confiance des deux fractions eut lieu vers le milieu de l'année 1886 à laquelle assistait pour la première fois le docteur Victor Adler. Celui-ci mit tout en œuvre pour créer le nouveau parti. Après avoir été meneur pangermaniste, l'envie le prit de se voir chef d'armée social-démocrate à la Bebel et Liebknecht.

Sa fortune personnelle lui permettait des fantaisies dans ce genre. Après avoir gagné pour ses projets quelques modérés, il fonda un organe, « l'ouvrier », qui parut le 11 décembre 1886 sous le titre *Gleichheit* (Égalité), contenant les principes politiques du programme social-démocrate. L'organisation ouverte comme parti politique, lutte pour la liberté politique, la liberté de parole, etc.

Sachant qu'il ne pouvait réussir qu'à la condition de rendre son journal intéressant et vivant, il se mit en rapport avec les éléments les plus capables de la social-démocratie, qui lui fournissaient, pour être bien payés, des rapports sur le mouvement international bien écrits.

Les radicaux se voyaient dans l'impossibilité de créer de leur côté un journal semblable. Leur situation empirique changea sous l'influence de Adler et ses amis gagnaient constamment du terrain. Tout en se rendant compte de la politique d'escamotage de ces individus, les quelques radicaux sincères qui luttaient en outre, se voyaient obligés de les suivre sur leur terrain en portant la contradiction dans les réunions politiques organisées. Mais des événements surgirent qui devaient avoir des effets désastreux pour les révolutionnaires.

A Vienne il existait quelques groupes préconisant presque exclusivement la propagande par le fait. Sans tenir compte des circonstances ils concevaient le plan

